

Isabelle DAVION, Jerzy KLOCZOWSKI et Georges-Henri SOUTOU (dir.), *La Pologne et l'Europe : du partage à l'élargissement (XVIII^e-XXI^e siècle)*, Paris, PUPS, 2007, 290 p.

Antoine Marès

DANS **RELATIONS INTERNATIONALES 2008/2 n° 134**, PAGES 121C À 126C
ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

ISSN 0335-2013

ISBN 9782130568605

DOI 10.3917/ri.134.0121c

Date de mise en ligne : 01/12/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-relations-internationales-2008-2-page-121c?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Notes de lecture

Benedikt SCHOENBORN, *La mésestante apprivoisée. De Gaulle et les Allemands, 1963-1969*, Paris, PUF, Publications de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève, 2007, 431 p.

Le livre de Benedikt Schoenborn est une passionnante étude de politique étrangère au sens classique du terme, conduite avec une grande maîtrise. L'auteur nous plonge dans les arcanes de la diplomatie, accordant un rôle majeur aux acteurs politiques, chefs d'État et de gouvernement, ministres des Affaires étrangères, conseillers politiques et diplomates, mettant l'accent sur les arrière-pensées. Leurs réflexions, décisions et actions sont mises en lumière par le contexte international et par les contraintes de politique intérieure.

L'ouvrage traite des relations entre la France et la RFA de 1963 à 1969, que tout historien des relations franco-allemandes contemporaines croit bien connaître. Mais les recherches menées par Benedikt Schoenborn dans les fonds d'archives publiques et privées en France et en Allemagne, avec des compléments dans les archives américaines et britanniques, ainsi que l'exploitation des Mémoires des acteurs politiques, complétées par des interviews avec des témoins de l'époque, apportent un éclairage très neuf sur le sujet. De même la perspective choisie par l'auteur, montrant le processus envisagé pour aboutir à la réconciliation et dégagant ses forces et ses limites, révèle toute la complexité des relations franco-allemandes après 1963, complexité subtilement illustrée par le titre de l'ouvrage, « la mésestante apprivoisée ».

Le traité de l'Élysée, acte final de réconciliation, marque le début d'une relation privilégiée encore à construire. Mais le chemin est semé d'obstacles dus à des divergences de vues et d'intérêts sur chaque rive du Rhin. Comment surmonter les contradictions inhérentes au traité de l'Élysée ? Comment concilier la conception gaullienne de la nation et la politique de souveraineté nationale avec la définition d'une politique commune franco-allemande ? Comment la méfiance allemande à l'égard du concept de nation et une politique étrangère orientée vers le multilatéralisme peuvent-elles s'accorder avec l'approche du traité de l'Élysée fondée sur la coopération entre deux nations ? Une Europe disposant d'elle-même est-elle possible ? Est-elle acceptable pour les États-Unis ? Est-elle envisageable dans un contexte où la défense dépend du nucléaire ? Les Allemands choi-

siront-ils l'Europe européenne de préférence à l'Europe atlantique ? Comment définir une politique commune franco-allemande vis-à-vis de l'URSS ? Comment gérer la question de la réunification ?

L'ouvrage est divisé en trois parties intitulées : « Les forces qui rapprochent », « Les intérêts qui divisent », « Les méfiances qui subsistent ». La séparation entre les trois parties n'apparaît pas toujours clairement au lecteur, l'imbrication d'intérêts divergents, de méfiances et d'incompréhensions réciproques se mêlant constamment à une volonté de coopérer malgré tout et d'« apprivoiser » la « mésentente » pour obtenir des résultats concrets.

Principale force qui rapproche : le traité lui-même. Pourtant un désaccord apparaît dès sa ratification puisque les Allemands lui adjoignent un préambule qui en modifie l'esprit. L'auteur met en lumière le jeu américain. Dès ce moment un ménage à trois se dessine, les États-Unis exerçant une pression sur Bonn pour qu'elle choisisse entre Paris et Washington. Mais au-delà de l'influence américaine, le préambule révèle clairement l'opinion dominante au sein de la classe politique allemande, à savoir qu'il n'est pas question de remettre en cause les relations avec les États-Unis. Le sens et la portée du traité sont aussi interprétés différemment par les deux partenaires. Pour de Gaulle, il faut dépasser le simple stade de l'amitié pour passer à une action commune. Du côté allemand, la réconciliation est essentielle, mais la mise en place d'une politique commune est moins importante. Sur le plan militaire, les Allemands dépendent avant tout des États-Unis. Par ailleurs, ils soupçonnent, derrière le projet gaullien d'Europe indépendante, une volonté d'hégémonie française. L'étude est enrichie par la prise en compte des personnalités, caractères, sentiments, impressions des acteurs politiques. On comprend ainsi qu'Ehrhard n'a aucune affinité avec la France, qu'il ne saisit pas du tout la dimension historique et politique du rapprochement franco-allemand. On lira également avec attention l'antagonisme entre « atlantistes » et « gaullistes » en Allemagne. Un terrain d'entente franco-allemand est plus facile à trouver sur le plan économique et financier. Néanmoins, les Allemands ne donnent pas suite à l'étonnante proposition d'union monétaire faite par le général de Gaulle en mars 1964. Le lecteur suivra avec beaucoup d'intérêt les révélations détaillées sur ce projet secret.

Point central du différend : les relations avec les États-Unis. Après l'ère Adenauer, le chancelier Ehrhard et le ministre des Affaires étrangères Schröder optent clairement en faveur des États-Unis. La question principale est celle de la FML. Les États-Unis en font leur arme contre l'indépendance de l'Europe et contre la politique de De Gaulle. Là encore, l'étude des arrière-pensées permet d'affiner l'analyse. En réalité, les États-Unis n'ont pas l'intention de partager les décisions et le contrôle sur le nucléaire, et surtout pas avec les Allemands. Ils utilisent la FML comme prétexte pour détacher les Allemands des Français et entraver la coopération franco-allemande. Ehrhard est d'autant plus réceptif au projet américain, que de Gaulle refuse toute garantie aux Allemands quant à l'utilisation de la force nucléaire française. Le retrait français de l'OTAN et les visions de l'Europe politique sont autant de sujets de discorde. Le chapitre consacré à l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun est particulièrement intéressant, notamment pour les années 1967-1969. On apprend que de Gaulle aurait voulu faire entrer la Grande-Bretagne dans le Marché commun avant 1970, mais qu'il entendait amener les Britanniques à consentir aux changements politiques, économiques et financiers nécessaires. En 1967, il oppose un nouveau refus à la candidature britannique en s'appuyant sur des arguments d'ordre structurel : la position

de la livre dans le SMI rendrait difficile l'harmonisation des politiques conjoncturelles et financières, l'indépendance de l'Europe par rapport aux États-Unis serait remise en cause, bref, l'adhésion changerait la nature de la Communauté. Des analyses partagées par Bonn. Kiesinger s'emploie à un rôle de conciliateur, adoptant une attitude plutôt favorable à la France et refusant de faire des concessions aux Britanniques. L'affaire Soames, dont l'auteur explique tous les rebondissements dans une analyse très fine et passionnante, a finalement un effet assez faible en RFA et ne remet pas en question le rôle de médiateur joué par Kiesinger. Malgré tout les relations franco-allemandes souffrent de cette question britannique.

Sujets de méfiance : la réunification de l'Allemagne et les relations avec l'Est. À propos de la réunification, Benedikt Schoenborn révèle une information tout à fait inédite : Ehrhard a eu l'idée en 1963 d'acheter la réunification de l'Allemagne en échange d'une aide économique à l'URSS, un projet qu'Helmut Kohl réalisera près de trente ans plus tard dans un contexte politico-stratégique plus favorable. Ehrhard invite Krouchtchev en RFA. Le numéro un soviétique est prêt à se rendre en Allemagne occidentale, désirant améliorer le climat entre Moscou et Bonn. Une attitude qui pourrait n'être pas étrangère à son limogeage. Pour de Gaulle « le problème allemand est par excellence le problème européen ». S'il avoue en privé que la réunification n'est pas dans l'intérêt de la France, il subordonne cet intérêt au but de paix en Europe, paix qui n'est selon lui pas possible sans le règlement de la question allemande. Dans sa conférence de presse du 4 février 1965, il pose les conditions d'une réunification de l'Allemagne : règlement par les peuples européens dans le cadre de la détente et de la disparition des systèmes totalitaires à l'Est, nouvelle organisation politique et militaire de l'Europe de l'Ouest incluant la RFA, coopération en Europe de l'Atlantique à l'Oural, acceptation par l'Allemagne des frontières de 1945 et renoncement à l'arme nucléaire. Cette déclaration a un fort retentissement dans l'opinion publique allemande. Mais Ehrhard souhaite une solution avec les quatre alliés et refuse de s'engager à propos des frontières et de l'arme atomique. Les Allemands hésitent aussi à suivre la politique orientale de De Gaulle, de crainte qu'elle ne les éloigne des États-Unis. Le voyage du président français en Union soviétique en 1966 suscite des sentiments mitigés en RFA. Malgré leurs réticences à l'égard de la politique de De Gaulle, les Allemands prennent néanmoins conscience que leur politique orientale est dépassée. La première étape du dialogue avec l'Est lancée par de Gaulle a certainement préparé l'ouverture soviétique à Kiesinger et à Brandt au début de 1969. Pour l'auteur, l'*Ostpolitik* est la « cousine » de la politique orientale du général de Gaulle. L'analyse montre les convergences entre l'*Ostpolitik* et la politique orientale française, et même une certaine influence de De Gaulle sur Brandt. Le compte rendu des conversations entre les deux hommes est très intéressant. L'*Ostpolitik* de Brandt n'en revêt pas moins un caractère propre et ne prévoit pas du tout de passer par la médiation de De Gaulle. Après la crise tchécoslovaque Paris reproche à Bonn de vouloir mener une politique orientale sans la France. Dès lors, les Français éprouvront un soupçon récurrent vis-à-vis de l'*Ostpolitik*.

L'ouvrage s'achève sur un chapitre consacré à la présence du passé et aux images de l'autre. La prise en compte de cette dimension apporte d'indispensables éléments d'explication à la politique de De Gaulle et de ses homologues allemands. Elle permet de mieux comprendre comment le rapprochement franco-allemand a été possible et d'évaluer le poids des ressentiments et méfiances qui subsistent entre les partenaires.

Cet ouvrage issu d'une thèse de doctorat est un livre dense, très documenté, riche en informations nouvelles, qui se distingue par la clarté de l'analyse et l'aisance de l'expression. L'auteur se livre à un travail constant de comparaison, confrontation et mise en perspective des sources aboutissant à un étude solide et très convaincante.

Marie-Noëlle BRAND CRÉMIEUX,
Institut universitaire de hautes études internationales, Genève.

Jacques THOBIE, *La France, l'Europe et l'Est méditerranéen depuis deux siècles. - Économie, finances, diplomatie*, Istanbul, Éd. Isis, coll. « *Analecta Isisiana XCIV* », 2007, 550 p.

L'éditeur avait déjà publié en 1993 sous un titre analogue une sélection d'articles (en 740 p.) de Jacques Thobie. Ce volume qui est donc le second, réunit 22 textes (et non 23 comme l'indique la table des matières), correspondant le plus souvent à des communications, parues dans des actes de colloques, ou à des chapitres d'ouvrages, collectifs ou individuels, publiés entre 1982 et 2005 ; un texte est cependant inédit, qui concerne une communication de 1998 sur la coopération militaire franco-égyptienne entre 1820 et 1849 au temps de Méhémet Ali, une période moins explorée par Jacques Thobie que celle qui s'étend de la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'à la fin du siècle dernier et qui lui est plus familière pour l'Empire ottoman, puis la Turquie, et la Méditerranée orientale.

Une étude méthodologique ouvre et clôt l'ouvrage, la première sur le passage de « l'histoire diplomatique » à celle des « relations internationales », la seconde sur l'incidence des impérialismes des grandes puissances européennes sur le processus du déclenchement de la Grande Guerre en 1914. Les relations commerciales, financières (publiques et privées) et industrielles avec l'Empire ottoman, puis la République de Turquie (et ponctuellement avec le Levant français) sont au cœur d'une bonne moitié des textes présentés ; l'approche géopolitique de la région n'est pas négligée dans l'appréciation des diplomaties conduites par les partenaires occidentaux vis-à-vis de l'espace ottoman, ni dans celle de la politique extérieure de la Turquie vers l'Union européenne, la région de la mer Noire et les nouvelles républiques d'Asie centrale, donc essentiellement depuis les années 1990 et la fin du système soviétique. On relèvera avec intérêt, dans cette perspective, les réflexions sur l'établissement des frontières ottomano-turques, dont l'historique fut, pour certaines, étudié par Soheila Mameli Ghaderi dans sa thèse (1997), et les variations, suivant la conjoncture internationale, de leur enjeu tantôt régional, tantôt mondial.

On notera aussi le rappel (en 2000) de la situation du Kosovo entre 1875 et 1914, où se rencontrent les Serbes, les Albanais et les Monténégrins et qui est loin d'avoir perdu son actualité. L'action culturelle est un vecteur de la politique extérieure, dont la prise en compte commence consciemment au début du siècle dernier. La création d'écoles privées laïques au Liban cause bien des soucis au Quai d'Orsay car l'école Olivier (1896-1904) puis l'école Augier (1903-1909) servent une cause qui mérite un soutien financier mais y nuisent par leur gestion désastreuse ; l'arrivée de la Mission laïque d'Aulard sera de ce fait bénéfique. L'archéologie, en dépit de sa spécificité, est un enjeu de compétition, principalement avec l'Allemagne, pour la concession des champs de fouilles par les autorités ottomanes et turques, qui témoignent d'une continuité à cet égard, comme pour les

conditions de leur exploitation dans un cadre scientifique et muséal. On trouve ici les difficultés rencontrées par les Français pour créer un institut d'archéologie entre 1930 et 1932, ce que de nouvelles archives ont permis à Jacques Thobie de préciser dans son étude de 2006 sur « les origines de l'Institut français d'études anatoliennes », signalée dans le n° 129 (janvier 2007) de la revue (p. 145).

Cette sélection rétrospective dans les recherches, menées depuis trois décennies par Jacques Thobie sur le monde de la Méditerranée orientale, est tout à son honneur mais, et ce n'est pas le moins négligeable, rend accessibles, ou remémore, des pans de connaissances sur cette région, dispersées dans des publications fort spécialisées et parfois confidentielles.

Jean-Claude ALLAIN.

Isabelle DAVION, Jerzy KŁOCZOWSKI et Georges-Henri SOUTOU (dir.), *La Pologne et l'Europe : du partage à l'élargissement (XVIII^e-XXI^e siècle)*, Paris, PUPS, 2007, 290 p.

Ce volume est le résultat d'un colloque qui s'est tenu en octobre 2004 à Paris et qui a été organisé par l'Institut du Centre-Est de Lublin et l'UMR IRICE. À l'heure de l'élargissement et des difficultés qui y étaient liées, il était bienvenu de dresser un bilan du rapport entre la Pologne et l'Europe, allant du « concert européen » du XVIII^e siècle et de ses avatars à l'élargissement de l'Union européenne.

Cet ouvrage collectif présente deux intérêts majeurs : d'une part, son développement chronologique continu, qui ne fait l'impasse sur aucune période ; d'autre part, le croisement de l'historiographie polonaise (avec parfois aussi des spécialistes américains d'origine polonaise) et des apports les plus récents de l'historiographie française de la question, et particulièrement d'une nouvelle génération de jeunes chercheurs (Isabelle Davion, Jadwiga Wala, Frédéric Dessberg). L'ensemble du sommaire rassemble, tant du côté polonais que du côté français, les meilleurs spécialistes.

Bien entendu, la grande singularité de la Pologne, c'est sa discontinuité étatique (123 ans de 1795 à 1918, puis cinq de 1939 à 1944) en même temps que son omniprésence dans les préoccupations européennes. L'avant-propos de Piotr S. Wandycz fait un point intéressant sur l'historiographie de la politique extérieure polonaise, qu'il remet fort justement dans le contexte de ses possibilités géostratégiques. Il est significatif que la première contribution de l'ouvrage soit consacrée à la fin de la Pologne (Józef Andrzej Gierowski). Résistant à certaines légendes tenaces, Thierry Lentz démontre que la question polonaise ne fut jamais un des objectifs de Napoléon tandis que, dans la ligne de ses travaux critiques, Daniel Beauvois souligne que la « démocratie » nobiliaire a été largement une fiction, un mythe. Dans sa longue contribution (42 p.), Jerzy W. Borejsza s'inscrit dans cette vision critique pour restituer la place somme toute marginale de la Pologne dans les préoccupations françaises jusqu'en 1918. On regrettera ici l'absence d'appareil scientifique dans l'article d'Andrzej Chwalba sur les relations polono-russes, dont nous savons qu'elles furent et sont si importantes pour la vie de la Pologne.

La partie consacrée à l'entre-deux-guerres est particulièrement étoffée, avec une attention soutenue accordée à la vision française (Frédéric Guelton, Jadwiga Wala, Anna C. Cienciala, qui propose une défense intéressante de la politique étrangère polonaise des années 1930, Isabelle Davion, Bernard Michel). Il ressort

de ce bloc d'études à quel point l'année 1934 a été décisive, qu'il s'agisse de la signature de l'accord de non-agression germano-polonais, de l'échec de Barthou à resserrer les liens de Paris avec l'Europe centrale ou de la dénonciation du traité sur les minorités qu'étudie Bernard Michel. Il aurait été impossible de négliger la figure centrale qu'est Jozef Piłsudski : c'est à cette figure majeure du *xx^e* siècle polonais qu'Alexandra Viatteau consacre un texte marqué par une empathie particulière avec son héros. L'attention est spécialement consacrée aux questions militaires (Dessberg, Guelton). Dans un article synthétique, Tomasz Schramm rappelle la place de la Pologne dans la politique européenne pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les 50 dernières pages de l'ouvrage sont consacrées à la Pologne depuis 1945 et à son insertion en Europe, à travers l'émigration et l'opposition (Andrzej Paczkowski), dans la scission de la guerre froide (Janine Ponty), dans la politique extérieure française de 1945 à 1989 (Georges-Henri Soutou) et enfin dans le processus de « retour » de la Pologne vers l'Europe, entre 1989 et 2004, date de son intégration dans l'Union européenne (Jerzy Kłoczowski).

Ce dialogue franco-polonais laisse parfois percer une confrontation intéressante entre une volonté d'autolégitimation polonaise et un certain détachement français. Il montre de façon sous-jacente et implicite comment l'histoire continue à nourrir une incompréhension (parfois instrumentalisée). De ce point de vue aussi, ce volume est passionnant pour identifier les « nœuds historiques » où interprétations polonaises et clichés français continuent de s'opposer. Le fait que toutes ces contributions soient solidement étayées renforce l'intérêt de l'ouvrage.

Dans ce volume très agréablement présenté auquel a été ajoutée une précieuse bibliographie, on ne regrettera que l'absence d'un index nominal. Un ouvrage précieux à la fois pour les spécialistes et pour tous ceux qu'intéresse la compréhension de l'Europe contemporaine.

Antoine MARÈS.